CHOISY-le-ROI

Mis en ligne le
07 OCT. 2026

N° 262434

Direction Générale des Services Techniques

ARRÊTÉ RÉGLEMENTANT LA CIRCULATION ET PORTANT PERMISSION DE VOIRIE RUE JULES VALLES POUR LE RENOUVELLEMENT DE LA CONDUITE D'EAU POTABLE ET DES BRANCHEMENTS DU 12/10/2026 AU 07/12/2026

Le maire de Choisy-le-Roi,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L2213-1 et suivants relatifs aux pouvoirs de police en matière de circulation,

Vu les articles L411-5 du code de la route,

Vu l'arrêté n° 26-0694 du 14 avril 2026 portant délégation de fonctions et de signature à Monsieur Kristian BOLLE-DALLIAH, Conseiller municipal délégué à la voirie et aux mobilités,

Vu la demande en date du 17.09.2026 par laquelle la société **BIR** – 38 rue Gay Lussac 94430 Chènevières sur Marne, sollicite l'autorisation de renouveler les branchements d'eau potable ainsi que la conduite d'eau potable.

Considérant qu'en raison d'une intervention rue jules Vallès et qu'il importe à l'autorité municipale de prendre toutes les mesures propres à assurer la sécurité publique,

ARRETE

Du 12/10/2026 au 07/12/2026 :

Article 1 : Le bénéficiaire est autorisé à renouveler les branchements d'eau potable ainsi que la conduite d'eau potable rue jules Vallès à charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants.

Article 2 : La circulation sera temporairement réglementée au droit de l'intervention rue jules Vallès dans les conditions ci-après et applicables pour la période du **12/10/2026 au 07/12/2026 entre 8h30 et 17h00 :**

- Fermeture de la rue entre le numero 54 et le numero 26 (phase 1), puis entre le numero 26 et le numero 16 (phase 2), enfin entre le numero 14 et le numero 2 (phase 3), du 12/10/2026 au 07/12/2026 sauf riverains, secours, et services publics.

phase 1

- La circulation des véhicules léger sera déviée par la rue jules Vallès et l'avenue de Newburn, ou la rue Lamartine et l'avenue de Newburn.
- La circulation des poids lourd sera déviée par l'avenue de Newburn, la rue du four, la rue jules Vallès et la rue de la remise aux faisans.

phase 2

- La circulation des véhicules sera déviée par la rue jules Vallès et l'avenue de Newburn, ou la rue Lamartine , et l'avenue de Newburn.
- La circulation des poids lourd sera déviée par l'avenue de Newburn, la rue du four, la rue jules Vallès et la rue de la remise aux faisans.

phase 3

- La circulation des véhicules sera déviée par la rue jules Vallès puis la rue Lamartine ,et enfin l'avenue de Newburn.
- La circulation des poids lourd sera déviée par l'avenue de Newburn, la rue du four, la rue jules Vallès et la rue de la remise aux faisans.

- Interdiction de s'arréter et stationner au droit de l'intervention
- La base-vie et la zone de stockage seront installées rue Lamarck.
- Les déblais devront être stockés dans des big bags avant leur évacuation
- Limiter la circulation à 30km/h
- Neutralisation des places de stationnement au droit des travaux.
- Les piétons seront deviés par des passages piétons existants ou temporaires.
- Panneaux de signalisation: AK3 - AK5 - B14

Article 3 : En application de l'article R417-10 du Code de la Route, tout contrevenant à l'interdiction prévue par le précédent article s'exposera à une amende de la deuxième classe. En cas de stationnement malgré l'interdiction, l'immobilisation et la mise en fourrière peuvent être prescrites dans les conditions prévues aux articles L325-1 à L325-3 du Code de la Route.

Article 4 : Les infractions pourront être constatées par les agents de la Police Nationale, de la Police Municipale et les A.S.V.P de la ville de Choisy le Roi.

Article 5 : La société **BIR** sera chargée de la mise en place, de l'entretien de jour comme de nuit, et de la dépose de la signalisation règlementaire et du balisage nécessaire à l'exécution du présent arrêté. L'entreprise a la responsabilité d'intervenir à tout moment en urgence pour pallier tout défaut de la signalisation temporaire mise en place. Un numéro de téléphone d'astreinte sera affiché aux extrémités de la zone d'intervention à côté du présent arrêté. La signalisation sera conforme au Livre I, huitième partie de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière et notamment les arrêtés du 5 et 6 Novembre 1992 et aux manuels du chef de chantier « signalisation temporaire routes bidirectionnelles et voirie urbaines ». L'entreprise assure que les personnels dédiés aux interventions ont préalablement reçu une formation aux règles de sécurité élémentaire des chantiers et sont dotés d'équipements de protections individuels spécifiquement adaptés à leurs missions. Le pétitionnaire est tenu d'anticiper toutes gênes et nuisances et de les communiquer au préalable aux usagers et à l'administration gestionnaire de la circulation routière.

Article 6 : Une diffusion de l'arrêté aux riverains (boîtes aux lettres) de la rue concernée sera effectuée par les agents de la société **BIR** dans les sept jours après la signature de l'autorisation de travaux.

Article 7 : L'entreprise est responsable de tout dommage, de quelque nature et de quelque importance qu'il soit, causé au domaine public, ou à tout ouvrage public ou aux plantations qui s'y trouvent, ou aux usagers, ou aux tiers, ou aux biens de ceux-ci, de son fait, ou du fait des choses qu'elle a sous sa garde, ou du fait de ses préposés, salariés ou non, ou des choses dont ces derniers ont la garde, dès lors que le fait générateur est survenu pendant l'exécution des travaux encadré par ce présent arrêté peu importe la date d'apparition ou de consolidation du dommage. Durant toute la durée du chantier les entreprises autorisées par le présent arrêté doivent maintenir l'espace public propre, aucun déchet ne devra être laissé sur place. Le domaine public devra, après travaux, être nettoyé et remis en parfait état primitif à sa charge. Un constat contradictoire de remise en état définitive ou de réception de travaux devra être établi sur place en présence d'un technicien de l'autorité compétente en matière d'aménagement et de conservation de la voirie dans les dix jours ouvrés consécutifs à la date de fin d'application du présent arrêté, charge à l'entreprise de convenir d'un rendez-vous avec le service responsable confirmé par courrier ou mail au moins 48 heures à l'avance.

Article 8 : L'entreprise sera tenue pour responsable de tout accident pouvant survenir à l'origine de son intervention et des conséquences résultant d'un défaut ou d'une insuffisance du dispositif de sécurité provisoire. L'entreprise est tenue de disposer des assurances nécessaires de responsabilité civile (accidents et dommages causés au tiers) en adéquation au cadre de son intervention.

Article 9 : Au terme de la validité de l'arrêté, le permissionnaire devra enlever les débris, nettoyer et remettre en état à ses frais les dommages résultants de son intervention. Les travaux seront opérés dans les règles de l'art sous le contrôle des services techniques de la commune. Le gestionnaire de voirie se réserve le droit de demander le déplacement des ouvrages autorisés aux frais de l'occupant, dès lors que des travaux de voirie s'avéreront nécessaires.
Le présent arrêté est délivré à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire, il peut être retiré à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

Article 10 : Le non-respect par l'entreprise d'une des clauses du présent arrêté entrainera une suspension immédiate de l'autorisation d'intervention. Les infractions seront constatées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 11 : Conformément aux dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la mairie de Choisy-le-Roi.

Article 12 : Madame la Directrice Générale des Services est chargée de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise à :

- Monsieur le Commissaire de Choisy-le-Roi,
- Monsieur le Directeur Prévention Sécurité,
- Monsieur le Responsable de la Police Municipale,
- Monsieur le Commandant de la Brigade des Sapeurs-Pompiers,
- La Poste,
- Le bénéficiaire, société **BIR**

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Article 13 : Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Melun dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et notification. La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Fait à Choisy-le-Roi, le 05.10.2026

Le Maire,

Pour le Maire de Choisy-le-Roi
et par délégation,
Kristian BOLLE-DALLIAH
Conseiller municipal délégué